

30 JANVIER 1884
JOURNAL SEMI-HEBDOMADAIRE
No. 15
MONTREAL
VINCENY

La Revue Canadienne

DU MONDE POLITIQUE, RELIGIEUX, LITTÉRAIRE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL.

LOUIS. O. LE TOURNEUX, REDACTEUR EN CHEF.

VOL. III. No. 1
PARAISANT LES Mardi et Vendredi.
CONDITIONS D'ABONNEMENT.
(Payable d'avance.)
Abonnement au Journal semi-hebdomadaire pendant un an, en avance, \$1 0 0
Abonnement à l'Annuaire, Littérature et Musique, en avance, \$1 0 0
Prix deux publications réunies, \$1 10 0
TOUTES LES ANNONCES.
Six lignes et au-dessous, première insertion, \$1 60
Dix lignes et au-dessous, première insertion, \$2 40
Au-dessus par lignes, \$2 40
Toute insertion subséquente, le quart du prix.
(Affranchir les lettres.)

Quebec, chez M. J. TARDIF, agent,
AU PALAIS DE JUSTICE.

Education. Industrie. Progres.

Lecture

PRONONCÉE DEVANT L'INSTITUT CANADIEN, JEUDI 12 JANVIER COURANT.

L'Industrie considérée comme moyen de conserver notre nationalité.

Messieurs.—Si j'ai bien compris le but de cet Institut, il est tout national. Il a été formé pour offrir, au sein de la nouvelle Capitale, aux hommes actifs et intelligents de notre origine, un point de réunion, un foyer de lumière, un centre d'action, au profit de ce que, faite d'un autre mot, nous sommes convenus d'appeler notre nationalité, la Nationalité Canadienne Française.

Ce devra donc être un sujet intéressant pour vous, et partant propre à mériter votre indulgence sur la manière dont il sera traité, que de vous entretenir d'un moyen de mériter et de conserver cette nationalité, qui nous est si chère, et à juste titre, non seulement sous le rapport du sentiment et de l'honneur, mais encore sous celui de l'intérêt de notre race.

Je sais qu'il y a malheureusement des hommes qui, soit par peur de la lutte que nous aurons à soutenir, soit pour n'avoir pas su apprécier les chances de salut qui nous restent encore; soit enfin parce que la marche à suivre répugne à leurs penchants ou préférences politiques, — je sais, dis-je, dans toute l'amertume de mon cœur, qu'il y en a une qui ont perdu la foi dans la conservation de notre nationalité, et qui, comme ces romains d'autrefois, désespérant du salut de la patrie, se sont placés dans leurs chaises curules, et attendant stoïquement, je ne dirai pas avec indifférence, que l'ennemi victorieux vienne fouler aux pieds leurs Dieux pénates et renverser les autels de la patrie. Ce n'est pas à eux que je m'adresse aujourd'hui; mais bien aux vrais et fermes croyants, qui, je le crois sincèrement, forment la grande masse de notre origine. Si je n'avais cette croyance, je me tairais, et je me bornerais à pleurer en silence, sur la destruction d'une espérance, qui a fait ma joie dans les temps heureux, mon appui dans les temps difficiles et orageux. En effet, quels efforts, quels sacrifices, quel dévouement demander à des gens qui ne croient pas? Et l'on ne s'imagine pas, sans doute, que nous maintenions notre nationalité sans quelques efforts, sans quelques sacrifices, sans quelque dévouement, surtout situés comme nous le sommes, environnés, étreints de toutes parts, imprégnés même sur plusieurs points importants du territoire d'une nationalité étrangère.

Ici, messieurs, pour prévenir toute fausse interprétation de notre pensée, disons que nous ne nourrissons aucun sentiment de haine ou de jalousie contre cette nationalité étrangère, dans laquelle je ne comprends pas seulement la population anglo-saxonne du Canada, mais aussi celle des pays voisins, qui, à mon avis, est encore plus menaçante que l'autre. Par le cours d'événements providentiels, les deux nationalités se sont trouvées jetées dans ce quartier du globe; et il est parvenu dans l'ordre de la providence, dans la nature des choses humaines, que chacune fasse tout ce qui sera en elle pour se maintenir et s'étendre. Des deux côtés on aurait tort de s'en vouloir du mal; car de part et d'autre on est des instruments entre les mains de Dieu. C'est à chacun de faire ce que le devoir, l'honneur, et son intérêt légitime lui commandent, toujours en respectant les règles sacrées de la morale publique; de remplir du mieux qu'il pourra le rôle que le dramaturge suprême lui a donné dans le grand drame du monde, et d'attendre avec confiance et en toute charité chrétienne envers les autres acteurs, le dénouement qui doit terminer la pièce, et dont la nature est le secret de l'avenir. Et s'il y en avait qui vissent dans l'attachement que nous avons pour notre nationalité de la désaffection envers notre patrie, il nous serait facile de les convaincre par les faits du passé, par les symptômes du présent, comme par les présages de l'avenir, que la meilleure et la plus forte garantie de permanence qu'il ait la souveraineté britannique, sur cette partie du continent américain, est dans la conservation de la nationalité Canadienne-Française. Au reste, notre nationalité c'est notre propriété. En cherchant à la conserver nous ne faisons qu'user de notre droit, d'un droit que nous tenons de l'auteur même de toutes choses. Ainsi—Dieu et mon droit, et Honni soit qui mal y pense. Maintenant, venons en plus directement à notre sujet.

Les moyens de maintenir notre nationalité peuvent se diviser en trois classes: moyens religieux, moyens politiques, moyens sociaux. Religieux et politiques, en tant qu'ils sont mis en œuvre par les chefs religieux, ou les chefs politiques, et tiennent à l'ordre religieux ou à l'ordre politique proprement dits, et sociaux en tant qu'ils sont l'œuvre des particuliers composant la société civile, et en dehors du mouvement politique ou de l'action religieuse.

Mon intention n'est pas de vous parler des moyens religieux ni des moyens politiques; ma tâche serait trop longue et peut-être aussi trop délicate. D'ailleurs, notre clergé en général a

si bien compris sa position, il s'est montré si dévoué, si national, il a tant fait déjà pour la cause commune, que l'on peut être assuré qu'il ne reculera pas plus devant les exigences de l'avenir qu'il ne l'a fait devant celles du passé. On peut en dire autant de nos chefs politiques des différents nuances; le dévouement, les sacrifices, les efforts ne leur ont pas manqué. Si quelques fois il a pu arriver qu'ils eussent pu, selon quelques-uns, faire mieux qu'ils n'ont fait, jamais on n'a pu, je crois, leur supposer avec droit de mauvaises intentions. Ils ont pu se tromper comme les plus grands politiques de tous les pays l'ont fait; mais leur réputation de bons patriotes ne doit pas en souffrir. Bornons-nous donc à ne pas en souffrir. Bornons-nous donc à ne pas espérer qu'ils continueront, eux et ceux qui leur succéderont, leurs efforts et leur dévouement pour la cause commune. Prions les surtout de ne pas nous épargner les sacrifices d'amour-propre. Ce sont ceux dont nous avons le plus besoin peut-être, de la part de tout le monde, dans notre position actuelle, et ce sont aussi ceux qui se font le plus difficilement. Et la raison en est bien simple. Les hommes politiques sont toujours portés, et plus ils sont entraînés, à s'identifier avec la cause publique, à confondre leur cause avec celle du pays. Il leur est alors très difficile de distinguer les sacrifices personnels qu'ils feraient très-volontiers, des sacrifices de principes politiques, qu'ils savent ne pouvoir point faire. L'histoire de tous les peuples est remplie d'exemples à l'appui de cette observation et des malheurs incalculables qu'ils ont produits.

Eh! messieurs, ce n'est qu'un commencement que l'on a vu rentrer en France, tout ce qui lui reste des trésors et des flots de sang qu'elle versa pendant 20 ans sur les pas du plus grand politique, comme du plus grand capitaine de notre temps, et c'était un peu de cendre et un peu de cendre; et c'était un peu de cendre et un peu de cendre. Et en est-il autrement si cet homme prodige n'eût pas trop souvent pris les inspirations de sa propre gloire, pour celles de la gloire et des intérêts de la France. Ainsi dans toutes nos courses périlleuses dans les domaines de la politique, que la pensée de notre nationalité soit toujours présente à notre esprit; qu'elle soit pour nous un moyen de salut, comme autrefois pour nous un moyen de salut, comme autrefois la vue du serpent d'airain pour les Hébreux; ayons constamment l'œil fixé sur elle, de peur qu'au retour nous ne trouvions d'elle... pas même une tombe glorieuse à arroser de nos larmes.

Encore une fois, prions nos hommes publics, qu'ils soient au pouvoir ou qu'ils en soient dehors, de se tenir toujours prévenus contre cette illusion; car si, comme quelqu'un l'a remarqué, il faut que nous ayons toujours deux fois raison pour avoir justice; nous aurons toujours deux fois tort lorsqu'il nous arrivera de nous tromper. Et voulons-nous ne nous tromper que le moins souvent possible, que l'idée de notre nationalité soit toujours notre phare, notre boussole, notre étoile polaire, au milieu des écueils de notre étoile polaire, au milieu des écueils de notre étoile polaire. Soit semée la mer orageuse de la politique. Soyons bien persuadés que ce qu'il y a de plus menacé, de menacé avant tout pour nous, ce n'est pas la liberté politique, qui est pour ainsi dire indigène à ce continent, mais bien notre nationalité. C'est donc de ce côté que doit principalement se tourner notre attention. Lorsque dans un mouvement, dans une démarche quelconque, il y aura clairement à gagner pour notre nationalité, ne nous inquiétons du reste que secondairement. Notre nationalité pour nous, c'est la maison; tout le reste n'en est que l'accessoire, qui devra nécessairement suivre le principal. Soyons nationaux, ou socialement forts et puissants, et nous le serons politiquement. Au contraire, si nous négligeons le soin de notre nationalité, les occasions de la raffermir, soyons bien sûrs que personne ne viendra nous tendre la main au moment du besoin ou du danger.

De cette vérité que nous n'avons rien à attendre du dehors, résulte pour nous la nécessité, le devoir d'éviter, autant que possible, l'aigreur et l'animosité dans les discussions, lorsqu'il s'en élève au milieu de nous, je dirai même entre nous et ceux de l'autre origine, car la passion ne fait jamais de bien à une cause. Toutes nos haines, toutes nos disputes tourneront nécessairement, en nous affaiblissant, au profit de la nationalité rivale. Discutons avec vigueur, avec chaleur même, mais ne trempions jamais, notre plume dans le fiel et le poison. Et que, lorsque l'opinion de nos compatriotes se sera prononcée pour un côté ou pour l'autre, que le parti vaincu, loyalement vaincu, fasse comme ce citoyen de Sparte, qui en arrivant chez lui d'une élection populaire où il avait succombé, s'écria: Rendons grâce aux Dieux, il s'est trouvé dans Sparte 300 citoyens valant mieux que moi.

Mais j'ai dit que je ne voulais pas vous entretenir des moyens politiques de conserver notre nationalité. Pardonnez-moi dans ce petit écart; pardonnez-le à une crainte qui s'est plus d'une fois emparée de mon esprit, au milieu de nos discussions politiques, c'est que si notre nationalité succombe un jour, la politique, avec ses entraînements et ses passions, aura sa bonne part dans ce déplorable événement!

Venons en donc aux moyens que j'appelle sociaux, c'est-à-dire à ceux que les particuliers, en tant que membres de la société, peuvent employer en dehors de l'action religieuse, ou politique.

Si nous voulons conserver notre nationalité, il faudra nous assurer une puissance sociale égale, pour le moins, à celle qui lui sera opposée. En vain nous retrancherions-nous derrière des traités; en vain nous ferions-nous un rai-part de tous les principes de la morale publique, du droit naturel et du droit des gens; il est un droit qui dans le monde, et surtout entre peuples, l'a presque toujours emporté sur tous les autres droits, et ce droit est celui du plus fort, ou, ce qui presque toujours revient au même, le droit du plus habile. Or s'il est des moyens d'augmenter ou de maintenir notre puissance, ou notre importance sociale, nous nous empresserons, n'est-ce pas, de les employer. Et s'il existe des préjugés qui s'opposent à l'emploi de ces moyens, nous nous efforcerons individuellement et collectivement de les détruire. C'est là que je viens vous demander en vous sollicitant d'enrichir la carrière de l'Industrie, en la couronnant de l'aurole nationale; et cela dans un but tout national; car de là je veux tirer un moyen puissant de conserver et d'étendre notre nationalité. Je viens vous supplier d'honorer l'Industrie; de l'honorer non plus de bouche, mais par des actes, mais par une conduite tout opposée à celle que nous avons suivie jusqu'à présent, et qui explique l'état arriéré où notre race se trouve dans son propre pays.

Non, messieurs, l'Industrie n'est pas suffisamment honorée parmi nous; elle ne jouit pas de ce degré de considération qu'elle devrait avoir dans l'intérêt de notre nationalité. Oui, nous avons encore des restes de ce préjugé qui régnait autrefois chez la nation, dont nous descendons, contre le travail des mains, voir même contre toute espèce de travail ou d'industrie; ou un noble cachait son geste, lorsqu'il se trouvait obligé de s'occuper de quelque métier; ou la robe même avait peine à trouver grâces. Maintenant et chez nous, on ne peut plus, Dieu merci, viser à la noblesse; mais l'on veut être homme de profession; c'est encore l'amour de la parolier. Disons-le, en vérité, nous ne sommes pas en cela autrement, venons-nous tous les jours nos industriels aisés s'épuiser pour faire de leurs enfants des hommes de profession médiocres, au lieu de les mettre dans leurs ateliers ou dans leurs comptoirs, et d'en faire d'excellents artisans ou industriels? Verrions-nous ceux d'une classe plus élevée préférer voir leurs enfants végéter dans des professions auxquelles leurs talents particuliers ne les appellent pas; ou, ce qui est pis encore, leur préparer une vie oisive, inutile à eux et à leur pays, au lieu de les mettre dans la voie de quelque honnête et utile industrie? Et qu'arrive-t-il de ce fol engouement pour les professions libérales? C'est que ces professions sont encombrées de sujets, et que la division infinie de la clientèle fait perdre aux professions savantes la considération dont elles devraient jouir. Ainsi l'on manque le but qu'on avait en s'y portant en foule. Ce dernier résultat n'est qu'à regretter, cependant, s'il peut amener le remède au mal dont je me plains. Mais qu'arrive-t-il encore de ce funeste préjugé qui fait qu'on a honte d'une honnête industrie? Il arrive, messieurs, et c'est ici que le mal prend les proportions d'un mal national; il arrive, en général, que les sujets que nous jetons, pour ainsi dire, à l'industrie, cette force des nations modernes, sont toujours, à de rares exceptions près, bien inférieurs à ceux qui sortent du sein de la population nouvelle.

L'on pense bien que je n'entends pas confesser ici l'infériorité de notre race à aucune race au monde. Non, certes; loin de là. Sans parler de la vieille France qui marche depuis plusieurs siècles à la tête de la civilisation, qui bat la marche aux idées, qui est la souveraine arbitre du goût par tout le monde civilisé; en nous bornant à parler de ce siècle qui a laissé orphelin dans ce coin reculé du globe, on peut dire, avec orgueil, qu'un petit peuple qui, dans les professions libérales, depuis moins d'un demi-siècle qu'il a pris l'élan, a produit des hommes comme le Papineau, père et fils, les Bedard, père et fils aussi, les Viger, les Rolland, les Vallières, les Moquin, les Plamondon, les Quénel, les Caron, les Lafontaine, les Chénier, les Morin, les Duval, les Girouard, et nombre d'autres hommes distingués que l'on pourrait citer, et d'autres que l'on pourra citer, lorsqu'ils auront eu le temps ou l'occasion de faire leurs preuves, sans exemplar ceux qui se sont acquis une juste considération dans d'autres branches, — on peut, dis-je, proclamer tout haut, qu'un pareil peuple, avec tous les obstacles qu'il a rencontrés, peut avoir la prétention de ne se croire inférieur à aucune autre, sous le rapport de l'intelligence. Si de fait, il se trouve dans une position inférieure sous le rapport de l'industrie, cela est dû en grande partie à un préjugé que mon objet, ce soir, est d'aider à détruire; qu'il est de notre intérêt comme peuple de déraciner l'idée, messieurs: il y va de notre nationalité, messieurs.

Une nationalité, pour se maintenir, doit avoir pour point d'appui des hommes réunis en société, et ces hommes doivent posséder une im-

portance sociale égale, pour le moins, à toute force dénationalisatrice qui agit soit au dedans, soit du dehors. Or, qui fait la puissance sociale surtout en Amérique? Il n'y a pas à s'y méprendre, c'est l'Industrie. Il ne pouvait en être autrement dans ce monde que l'on appelle nouveau, où le plus grand obstacle à surmonter pour les européens qui y abordèrent, était une nature vierge et sauvage, qu'il s'agissait de réduire en servage. Qu'avions-nous besoin, quel besoin avaient nos pères de ces peuples de la féodalité qui autrefois s'asservirent l'Europe? Ce n'était pas des guerriers qu'il leur fallait, mais de paisibles et vigoureux artisans; la hache et non l'épée, voilà l'arme qui fit la vraie conquête de l'Amérique. C'est donc l'Industrie qui est la fondatrice des sociétés civilisées d'Amérique, et si les fondateurs des sociétés européennes furent, et si leurs descendants sont encore les nobles d'Europe, les Industriels, les hommes du travail manuel dirigé par l'intelligence, voilà les Nobles d'Amérique.

Le préjugé qui avait le travail des mains et l'industrie en général, quoique bien absurde aux yeux de la raison, se conçoit dans les sociétés européennes, où pourtant il s'affaiblit de jour en jour; il se conçoit, dis-je, dans des sociétés fondées dans l'origine sous les auspices ou par l'épée de la féodalité. Mais en Amérique, il est plus qu'absurde, il est contre nature, et dans le Bas-Canada, il est suicidaire. Il est contre nature parce qu'il nous fait tenir nos pères, qui étaient tous des industriels; il est suicidaire, parce qu'il tend à nous affaiblir comme peuple, et à préparer notre race à l'asservissement sous une autre race. Arrêtons-nous un peu à cette considération.

L'intelligence est une puissance, sans doute; mais elle l'est à la condition de s'appliquer à des choses qui peuvent donner de la puissance. Or, fussiez-vous le peuple le plus intelligent du monde, si vous n'exercez pas utilement votre intelligence, elle ne vous rapportera rien; pas plus que la flèche que vous lancerez dans le vide. A qui vous servira votre intelligence, si vous la laissez oisive, ou si vous vous jetez dans une carrière déjà encombrée, où les chances de succès doivent être nécessairement fort minimes, et où par conséquent l'insuccès et la ruine attendent le plus grand nombre? Mais c'est sous le rapport national que je veux considérer la question. Quelle puissance sociale conserverons-nous, acquerrons-nous, si nous continuons à user notre énergie dans des luttes inutiles, tandis que nous laissons à une autre origine la riche carrière de l'Industrie? Nous avons bien nos hommes de peine, nos artisans mercenaires; mais où sont nos chefs d'industrie, nos artisans, nos fabriciens? avons-nous dans le haut négoce la proportion que nous devrions avoir à nos grandes exploitations agricoles, où sont-elles? Dans toutes ces branches nous sommes sur un pied d'infériorité; partout nous sommes exploités; partout nous laissons passer en d'autres mains les richesses de notre propre pays, et partant le principal élément de puissance sociale. Et la cause de cela, c'est que les hommes que nous mettons en concurrence avec ceux de l'autre origine, leurs sont inférieurs, et sous le rapport de l'instruction et sous celui des capitaux employés. Et cela, parce que ceux de nos pays qui auraient pu soutenir cette concurrence avec avantage, ont dédaigné de se livrer à telle ou telle industrie, préférant végéter avec une manière mercenaire dans leur poche, ou dissiper dans l'oisiveté un patrimoine, qu'ils auraient pu faire fructifier à leur profit et à celui de leur pays.

Qu'on me permette ici de rapporter une anecdote dont les personnages sont encore vivants, et que je pourrais nommer. Un riche industriel de Québec, ayant fait faire un cours complet d'études à son fils, lui tint à peu près ce langage, à propos du choix d'un état: — « Eh bien, mon fils, parmi tous les états il faut en choisir un. Ils te sont tous ouverts; car grâce à Dieu, ma fortune me permet de te laisser libre, et les dépenses, quelques qu'elles soient, ne me coûteront pas. Mais avant de te décider, jette les yeux sur ce relevé de mes affaires de l'année, et vois quels profits me reviennent. Considère, quelle que soit la profession que tu prendras, si, après bien des années d'études et de travail, tu peux jamais te flatter d'en réaliser seulement la moitié. Considère aussi s'il te sera bien facile d'acquiescer la considération dont je puis me flatter de jouir dans la société. Le fils réfléchit, et prit une résolution que je désirerais bien voir prendre à un grand nombre de mes jeunes compatriotes au sortir du collège; il ceignit le tablier de son père, et il est aujourd'hui à la tête d'une des premières boutiques de Québec. Ce brave père et ce fils, digne de lui, appartenant à l'origine bretonne. Ils ont assuré dans leur famille la continuation d'une source de richesse, et à leur origine une source d'influence sociale. Dites-moi, ces deux hommes n'ont-ils pas bien mérité de leurs compatriotes? L'anecdote que je viens de vous rapporter me mène tout naturellement à vous parler d'une chose qui nous concerne dans notre cadre, savoir: le peu de soin, que l'on prend généralement parmi nous, de perpétuer, de génération en génération, les maisons de commerce et autres, que réussissent quelquefois à établir nos

compatriotes actifs et intelligents. Cela contribue plus qu'on ne pense à l'état d'infériorité relative dans lequel nous nous trouvons sous le rapport de l'industrie. Il n'y a que ceux qui ont fondé une maison prospère, qui peuvent vous dire ce qu'elle a coûté de travail, de soucis, de vigilance et d'économie; ce qu'elle a exigé d'intelligence, de constance et de régularité. Et cependant, chose inconcevable, l'on voit tous les jours de nos compatriotes qui, sans chagrin, j'allais presque dire sans remords, ferment eux-mêmes ou laissent finir avec eux, une maison, qui eût été un instrument de fortune tout monté pour un autre. Une clientèle nombreuse, des relations, des correspondances sûres sont formées, un crédit considérable est établi, il faudra des années pour créer tout cela, et tout cela on le sacrifie, comme si de rien n'était. On n'a pas d'enfants, ni de parents, mais n'a-t-on pas des compatriotes, à qui on puisse épargner des années de labeur et de lutte aux premiers échelons de l'échelle industrielle, pendant lesquelles peut-être des étrangers ayant quelque avantage sur eux, et ils en ont beaucoup sur nous, on le sait par expérience, viendrait élever à leur côté une concurrence inégale, désespérante et ruineuse. Oh! messieurs, que du soin de cet Institut s'éleve une voix, et que cette voix soit assez forte pour réveiller l'écho dans toute la chaîne des Laurentides, et que cette voix proclame bon et excellent patriote, et méritant la couronne civique, celui d'entre nous qui aura eu le talent de former une bonne maison, et qui n'a pu même de quelques sacrifices aura le patriotisme de la remettre aux mains de quelque Canadien industriel. Cela nous aidera à créer avec le temps une Industrie Canadienne, qui pourra se mesurer en tout et sur tous les points avec l'industrie de l'autre race, et qui nous attirera l'estime et le respect de cette dernière. Alors il y aura entre les deux races une noble émulation à laquelle exploiter avec le plus de succès les immenses ressources de ce vaste et beau pays.

Ces souhaits, messieurs, adressons-les également à la classe des Marchands Canadiens, qui, soit dit à son honneur, a pris depuis quelques temps un essor tout à fait encourageant pour les autres branches d'industrie. Jusqu'à tout récemment, on ne saurait l'empêcher de l'avouer, nos marchands en général n'étaient guère que les commis, que les agents secondaires des marchands bretons pour l'écoulement de leurs marchandises parmi la masse du peuple. Mais depuis peu, ils semblent vouloir s'emanciper d'une tutelle peu honorable et peu profitable à la fois. Plusieurs d'entre eux se sont mis en rapport direct avec les manufacturiers et les marchands des îles Britanniques; leurs efforts et leurs talents promettent d'être couronnés de succès; d'heureux symptômes de prospérité se sont déjà manifestés chez plusieurs, et il faut espérer que leur exemple sera contagieux. Mais que ceux qui réussissent se rappellent ce que leur aura coûté l'établissement de leur maison, et qu'avant de se retirer des affaires, ou du moment qu'ils sentiront leur activité s'affaiblir, ils assurent la continuation de leur maison. Ce sera mettre de jeunes compatriotes sur la voie d'une fortune assurée sans qu'il en coûte beaucoup. Ce sein en même temps le moyen d'assurer à notre race la part qui lui appartient dans l'industrie et la richesse du pays, et partant la part d'importance sociale, sans laquelle nous espérons en vain de conserver notre nationalité.

Si je ne craignais d'abuser de votre patience, je pourrais vous présenter une foule d'autres considérations sur plusieurs autres points qui se rattachent étroitement à notre sujet. Par exemple, il y aurait beaucoup à dire sur les moyens à prendre pour implanter l'élan à l'Industrie Canadienne dans ses différentes branches, et surtout dans la plus importante de toutes, l'Agriculture. Oui, messieurs, l'Agriculture qui, dans nos anciens établissements, se traîne ignoblement dans l'ornière d'une routine surannée, et qui, pour cela même et par d'autres causes, ne fait que de lents et timides progrès vers la conquête du sol vierge qui nous environne de toutes parts. Hélas! je vous le demande, qu'a-t-on fait pour l'avancement de notre agriculture? On a voté beaucoup d'argent, il est vrai, pour aider les sociétés d'agriculture à donner des prix... Des prix à qui? à des gens qui ne connaissent que les procédés d'une vieille routine. Autant vaudrait offrir des prix à des écoliers de 36e pour des thèses de philosophie. Faites donc d'abord des agriculteurs, et ensuite vous entretenez l'émulation en donnant des prix aux plus méritants.

Qu'a-t-on fait aussi pour étendre à notre avantage le défrichement des terres incultes dont notre pays abonde? Ou sont nos sociétés pour faciliter l'accès à ces terres à la surabondance de notre population agricole, dans les anciens établissements, et lui fournir les moyens de s'y fixer et de s'y étendre, comme on le fait pour les colons de l'autre origine? On a laissé faire, on a laissé aller les choses à cet égard comme à beaucoup d'autres. Eh! messieurs, sommes-nous bien dans un siècle et dans des circonstances, où l'on puisse impunément laisser faire, laisser aller les choses? Nous sommes dans un monde où tout se meut, s'agite, tourbillonne.